



## Résolution

### « Questions internationales »

La crise du capitalisme atteint une ampleur sans précédent et s'étend au monde entier, la riposte à cette crise ne peut se limiter aux dimensions nationale ou européenne, elle doit être internationale.

Cette riposte passe-t-elle par la création d'une nouvelle organisation internationale ? La réponse à cette question nous paraît aujourd'hui prématurée, d'autant plus que les précédentes Internationales ont montré leurs limites et que la dernière tentative en 2009 avec la création d'une Ve Internationale proposée par Chávez ne s'est pas concrétisée.

Depuis une quinzaine d'années, le mouvement altermondialiste, pluriel dans sa composition et innovant dans son fonctionnement, a profondément bousculé cette conception d'organisation. Plus récemment, l'émergence de mouvements de révolte citoyens à travers le monde, fonctionnant en réseaux et contestant la représentation, la corruption politique et l'arrogance des élites, a également renouvelé le répertoire d'actions. Enfin, les révolutions arabes, sans dénier parfois le rôle des mouvements sociaux classiques, se sont également appuyées sur des mobilisations citoyennes de masse.

A la lumière de ces évolutions, la multiplication des contacts internationaux et la constitution de réseaux sont indispensables, aussi bien par des rencontres bi- ou multilatérales que lors d'initiatives internationales, tels que les forums sociaux.

La tentative de constitution du réseau Red and Green Alternative (RAGA) a permis d'appréhender la difficulté et d'évaluer les moyens nécessaires pour organiser des rencontres internationales. Néanmoins, il importe de persévérer

dans des formes à définir. Parallèlement, les Alternatifs doivent poursuivre les relations avec des formes plus classiques de regroupement structurés en maintenant et développant des relations avec le Parti de la gauche européenne (PGE) ou avec la IVe Internationale.

Lors de leur congrès, les Alternatifs décident d'approfondir leur réflexion sur la structuration des ripostes internationales à la crise du capitalisme mondialisé, aussi bien à l'intérieur de l'organisation qu'en relation avec les partenaires du regroupement Ensemble.

Ils réaffirment leur engagement plein et entier au sein du mouvement altermondialiste à travers une participation active aux principaux rendez-vous internationaux.

Ils privilégieront le suivi :

- des mouvements de révolte citoyens, étudiants, etc. ;
- de la poursuite des processus révolutionnaires dans les pays arabes ;
- les résistances des peuples et des citoyen-ne-s du monde aux accaparements des terres arables, au pillage des ressources naturelles par les multinationales, les fonds spéculatifs ou par certains Etats, à la Françafrique ;
- des processus de transformation sociale engagés en Amérique afro-indienne-latine et les luttes écologiques qui s'y développent ;
- des mouvements sociaux et écologiques en Europe ;
- des mouvements de libération, en particulier celui du peuple palestinien.

Les Alternatifs et Alternativa roja y verde (Etat espagnol) relanceront le processus RAGA, notamment en développant les contacts internationaux et en initiant des rencontres : européenne, Euro-Amérique latine dans le but d'échanger et de confronter des pratiques militantes et le cas-échéant de mener des campagnes communes ou de solidarité.

Ils répondront favorablement aux invitations du Parti de la gauche européenne (PGE) et de la IVe Internationale, et débattront également d'un statut d'observateur auprès du PGE.

# Résolution Ecologie

## Nucléaire et transition écologique

### Avertissement

*Partie 1, il s'agit essentiellement de réaffirmer notre positionnement antinucléaire. En effet, depuis le congrès de Rouen de novembre 2010, a eu lieu la catastrophe de Fukushima en mars 2011 avec toutes ses conséquences.*

*Partie 2, elle est plus détaillée afin de préciser un cadre et de définir des objectifs concernant notre conception de la transition écologique et énergétique, et ce, dans une démarche autogestionnaire.*

### 1. Pour l'arrêt du nucléaire civil et militaire

Pour rappel : La France possède le nombre le plus élevé au monde de réacteurs nucléaires par habitant-e (58 réacteurs, presque un pour un million d'habitant-e-s) et sa consommation d'énergie reste dépendante des énergies fossiles à près de 75 %. Le nucléaire produit 78 % de l'électricité.

La catastrophe de Fukushima de mars 2011 a démontré une fois de plus le danger de l'atome, en ce qui concerne la filière liée à l'atome militaire (uranium, plutonium mox). Il est impossible d'ignorer tous les accidents nucléaires qui ont émaillés le monde depuis celui de Three Mile Island en 1979. Il ne saurait être question de parier sur l'avenir, au risque d'un accident « grave » ou encore pire d'un accident « majeur » (grave non maîtrisé), qui aurait des conséquences incommensurables

L'Allemagne s'est engagée sur la voie de la sortie, pourquoi la France ne l'imiterait-elle pas en optant pour l'arrêt ?

Les liens intrinsèques entre l'armée et l'industrie nucléaire ne sont plus à démontrer et l'énergie nucléaire est avant tout une énergie de destruction. La France doit s'engager dans un désarmement nucléaire unilatéral et engager une reconversion de son industrie militaire, basée sur l'utilisation de l'atome.

Au niveau sanitaire, c'est l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA) qui est chargée des recherches sur les effets de la radioactivité, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ne peut que publier des com-

muniés avec l'aval de l'AEIA. L'OMS doit pouvoir effectuer des recherches et en publier les résultats sans le contrôle de l'AEIA, influencé par les lobbies pro-nucléaires.

**Les Alternatifs sont antinucléaires, ils réaffirment :**

- leur opposition au nucléaire civil et militaire ;
- l'engagement qu'ils ont pris lors de la signature de l'« appel solennel » en mars 2011 (signé par 68 organisations suite à la catastrophe de Fukushima) et qui stipulait :
  - L'arrêt de tous les projets électronucléaires en cours (EPR de Flamanville, ligne THT Cotentin-Maine, EPR de Penly, ITER, Bure et projets de centres de stockage des déchets nucléaires issus de la filière électronucléaire...) [ASTRID] tant que les citoyens n'auront pas été en mesure de se prononcer démocratiquement sur notre politique énergétique sur le recours l'énergie nucléaire, y compris si nécessaire par un référendum ;
  - Le renoncement à la prolongation de l'exploitation des réacteurs ayant atteint ou dépassé les 30 ans de fonctionnement ;
  - L'arrêt complet de tous les projets portés à l'étranger par l'industrie nucléaire française, ce qui inclut l'arrêt de toutes les exportations, notamment de "combustible MOX ».

En outre, AREVA doit cesser toute exploitation d'uranium au Niger, au Canada et au Kazakhstan, abandonner les prospections de mines africaines (Congo RDC et ailleurs) et la France cesser les interventions impérialistes destinées notamment à sécuriser l'approvisionnement en minerai, comme récemment au Mali.

Une fois l'arrêt du nucléaire décidé, il faudra engager la transition énergétique pour réaliser la sortie du nucléaire si possible entre 5 et 10 ans.

Les Alternatifs engageront une démarche en direction des travailleurs, notamment des précaires du nucléaire, afin d'intervenir sur les conditions de travail, un bilan réel de l'état du parc, et des risques encourus.

**Les Alternatifs défendront leurs positions auprès de leurs partenaires du regroupement « Ensemble / Trait d'union » (également signataires de l'appel de mars 2011) et les exprimeront au sein du Front de gauche. Ils renforceront leur engagement dans les luttes antinucléaires. Ils engageront une réflexion sur leur maintien au sein du réseau Sortir du nucléaire (confronté à une crise organisationnelle et avec lequel les divergences stratégiques existent) à l'issue de la prochaine Assemblée générale de janvier 2014,**

## 2. Transitions écologique et énergétique

**Pendant la phase transitoire, dès la décision d'arrêter le nucléaire, la France devra recourir à des énergies fossiles (gaz, charbon).** Les énergies fossiles représenteraient 30 % de la production d'électricité en cas d'arrêt du nucléaire en 10 ans. C'est pourquoi des mesures devront être prises dans les secteurs qui émettent le plus de gaz à effet de serre : les transports, le bâtiment et l'agriculture intensive.

La transition énergétique doit s'insérer dans la transition écologique globale pour, notamment, permettre la réduction de la consommation énergétique. Il s'agit aussi d'engager cette transition tout en évitant d'une part le renforcement du capitalisme par le capitalisme vert et l'économie verte, d'autre part le choix d'une évolution de type réformiste comme celle proposée par le du PG dans le cadre de l'écossocialisme qui vise essentiellement à répondre aux besoins.

La transition que nous voulons implique que le système productif, donc les choix politiques (propriété sociale, système financier ...), soient en cohérence avec les changements économiques, en mutation rapide dans un processus cohérent, bien qu'en adaptation semi permanente. Cette transition doit d'autant plus être pensée et à engager que l'énergie, encore plus que d'autres questions écologiques, est au cœur du système et un de ses déterminants principaux tant du côté de la production que de la consommation.

Il s'agit de réaliser une reconversion écologique de l'économie dans sa globalité et dans chaque secteur de production et d'échange : énergie, industrie, agriculture, distribution, aménagement et urbanisme. Dans ses trois composantes (production, consommation et échange), le système économique à construire doit répondre aux objectifs suivants :

- satisfaction prioritaire et totale des besoins humains fondamentaux : alimentation, formation, logement, santé, culture ;
- limitation des autres productions avec priorité pour les biens et services améliorant les conditions de vie et de travail, recherche d'un usage collectif et économe des biens durables (transport, logement, équipements culturels et touristiques, ...) et accès le plus équitable possible de tous aux biens et aux services ;
- répartition harmonieuse de la production sur tout le territoire ;
- recherche de formes de coopération et d'échange internationaux répondant aux critères énoncés ci-dessus pour chaque pays concerné.

Ces orientations pour un "alterdéveloppement" per-

mettent de répondre à la question de l'évolution de la production et de la répartition des biens ou de la richesse en dépassant les débats entre décroissance et type de croissance, et en s'inscrivant dans une recherche de sobriété.

### 2.1 - C'est dans le cadre de cette transition que les mesures de court terme doivent être engagées :

- investir massivement dans la recherche sur les énergies renouvelables en commençant par réaffecter les crédits consacrés au nucléaire et à ITER.
- développer un mix énergétique (hydraulique, solaire, éolien, biomasse, géothermie, etc.) à grande échelle, qui permettra une production équivalente à celle de 25 réacteurs nucléaires en 10 ans.
- renoncer aux projets d'exploration et d'exploitation des gaz et huiles de schiste et d'annuler tous les permis qui ont été attribués.
- économiser l'énergie en mettant un frein aux gaspillages. Grâce aux seules économies d'énergie, 23 réacteurs nucléaires pourraient être arrêtés sur 10 ans.

**Mais l'efficacité (réduction des gaspillages, meilleures technologies, etc.) ne suffira pas, il faudra la conjuguer avec la sobriété en réduisant la demande finale d'énergie de moitié environ dans l'Union européenne.**

### 2.2 - Les enjeux et les défis démocratiques de la transition énergétiques

**L'enjeu de la transition dépasse largement nos frontières et concerne l'ensemble de la planète.** Il nous faut donc raisonner à cette échelle. L'exploitation fossile a explosé avec le développement du capitalisme (elle représente 90 % des sources d'énergie) et l'accaparement des ressources génèrent de nombreux conflits. Le nucléaire ne représente que 2 % de la production mondiale.

**Les enjeux géostratégiques sont énormes. Ils supposent de repenser les rapports entre les états et d'engager une redistribution mondiale en revoyant les échanges et en premier lieu en réduisant les flux de transports.** Pour répondre aux enjeux climatiques aux horizons 2020 et 2050, un changement radical de notre système énergétique s'impose, il devra respecter un équilibre Nord-Sud et garantir la justice sociale.

**Ce changement implique :**

- **Une réduction importante de la consommation en énergie des pays du Nord et l'arrêt du nucléaire en France.** Ce qui remet en cause les logiques capita-

liste et productiviste.

- Une critique radicale de la croissance capitaliste et la décroissance d'une partie de la production matérielle (en particulier ce qui a trait à l'armement et la publicité) et des transports routiers, individuels et aériens, par la relocalisation et le développement d'une autonomie alimentaire à une échelle des territoires (échelle qui doit être déterminée par la démocratie active) ainsi que le renforcement des luttes contre les grands projets inutiles et imposés (GPII) : **c'est ce que nous appelons l'objection de croissance et l'alterdéveloppement.**
- Une contestation du « capitalisme vert », qui n'est pas en mesure de répondre aux enjeux énergétiques et écologiques. Les mesures techniques -dites d'efficacité- qui représentent 70 % dans le scénario Négawatt favorisent notamment les profits des multinationales. L'urgence écologique impose la mise en œuvre de solutions reposant sur le choix de techniques appropriables, renouvelables et durables, de même qu'une production décentralisée et diversifiée.
- Une articulation entre une démocratie économique et sociale, -qui exclut la production et la distribution de l'énergie de la sphère du marché et du profit- et une démocratie active articulant une forme représentative et des processus de démocratie directe (budgets participatifs, instances de décisions citoyennes ayant pour objet l'élaboration des projets, le suivi de leur mise en œuvre et l'évaluation de leur réalisation, avec éventuellement reconsidération de ceux-ci), qui pourrait se concrétiser dans le cadre d'un/e «aménagement / planification démocratique écologique ».

**Le défi est donc bien de conjuguer la « démocratie réelle » et la justice sociale.**

### **2.3 La transition écologique et énergétique implique :**

- une articulation entre les niveaux national et local, en termes de production et de distribution d'énergie : entre un service public national (pôle public de l'énergie) et des instances locales : régies publiques contrôlées par les citoyen-ne-s et les travailleur-se-s et des coopératives (SCIC). La loi Energie de 2002, dite Cochet, a dérégulé la production de l'électricité et favorisé les profits, elle doit être révisée ;
- une reconversion écologique de l'industrie (automobile, agroalimentaire, sortie du nucléaire, etc.) et une relocalisation des activités avec de plus petites unités de production ;

- un développement important des transports collectifs respectueux de l'environnement (Trains, tramways, etc.)
- l'élaboration de contre-plans alternatifs associant les travailleurs-ses, les syndicats les associations et les citoyen-ne-s afin de garantir les droits sociaux et le respect de la nature tout intégrant de nouveaux rapports de production et de nouvelles organisations du travail ;
- une prise en compte des besoins sociaux (accès à l'eau et à l'énergie pour toutes et tous) et la mise en œuvre d'une péréquation indispensable entre les niveaux national et local incluant la gratuité des premières tranches et des tarifications progressives ;
- une convergence des luttes sociales et écologiques pour peser sur les orientations politiques à un niveau macro, les luttes accélèrent la prise de conscience ;
- une valorisation des terrains d'expérimentations (agriculture, auto-construction, productions coopératives d'énergie renouvelables, etc.).
- des réflexions citoyennes au niveau des territoires permettant de mutualiser les « intelligences » et de développer des alternatives concrètes innovantes. Des coordinations locales entre les coopératives de production et des instances politiques participatives permettraient d'y parvenir.

**Les Alternatifs participeront activement aux différentes initiatives : forums sur la transition écologique et énergétique pour confronter leurs positions avec les citoyen-ne-s. Ils s'impliqueront dans les expériences alternatives.**

**Là où ils sont et seront présent-e-s dans les municipalités, ils proposeront d'engager le débat avec les citoyen-ne-s et des expérimentations locales de production d'énergie alternatives dans le cadre de structures publiques contrôlées par les citoyen-ne-s ou de coopératives.**

**Les Alternatifs**

**40 rue de Malte 75 011 Paris**

**<http://www.alternatifs.org>**

**Contact : [contact@alternatifs.org](mailto:contact@alternatifs.org)**